
Olivier Favereau (dir.), « Les avocats, entre ordre professionnel et ordre marchand », rapport du Conseil national des Barreaux



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rei/4215>

ISSN : 1773-0198

Éditeur

De Boeck Supérieur

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2010

Pagination : 155

ISSN : 0154-3229

Référence électronique

« Olivier Favereau (dir.), « Les avocats, entre ordre professionnel et ordre marchand », rapport du Conseil national des Barreaux », *Revue d'économie industrielle* [En ligne], 131 | 3e trimestre 2010, mis en ligne le 15 avril 2011, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rei/4215>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Revue d'économie industrielle

Olivier Favereau (dir.), « Les avocats, entre ordre professionnel et ordre marchand », rapport du Conseil national des Barreaux

RÉFÉRENCE

« Les avocats, entre ordre professionnel et ordre marchand », rapport du Conseil national des Barreaux sous la direction d'Olivier Favereau, Éditions Lextenso, Gazette du Palais, décembre 2009

- 1 Les conséquences économiques d'une libéralisation du marché des services juridiques seraient-elles bénéfiques pour le « consommateur » ? On appellera « libéralisation » la suppression ou l'affaiblissement des règles traditionnelles qui organisent la profession d'avocat (existence d'un Ordre, avec un pouvoir reconnu d'auto-régulation, le monopole de la représentation en justice et de la plaidoirie, un code déontologique, etc.), toutes règles suspectées de limiter artificiellement la concurrence entre avocats.
- 2 Les résultats de cette étude sont :
 1. si l'on suit rigoureusement les enseignements de la théorie économique standard, il n'est aucunement certain que la suppression de ces règles fasse baisser les prix, en postulant que cette suppression n'affecte pas la qualité des prestations d'avocat ;
 2. en endogénéisant la qualité, grâce aux apports non standards de l'économie institutionnaliste et de la nouvelle sociologie économique, on montre que cette suppression comporte un risque élevé de chute de la qualité ;
 3. le modèle du Marché est-il plus efficient que le modèle de l'Ordre, quand sont pris en compte les problèmes complexes de qualité posés par l'exercice du métier d'avocat ? Cette question nous semble donc tranchée, en faveur de l'Ordre ;
 4. L'Ordre, avec ses règles actuelles, exploite-t-il au mieux cette supériorité de principe ? Cette question-là est ouverte.